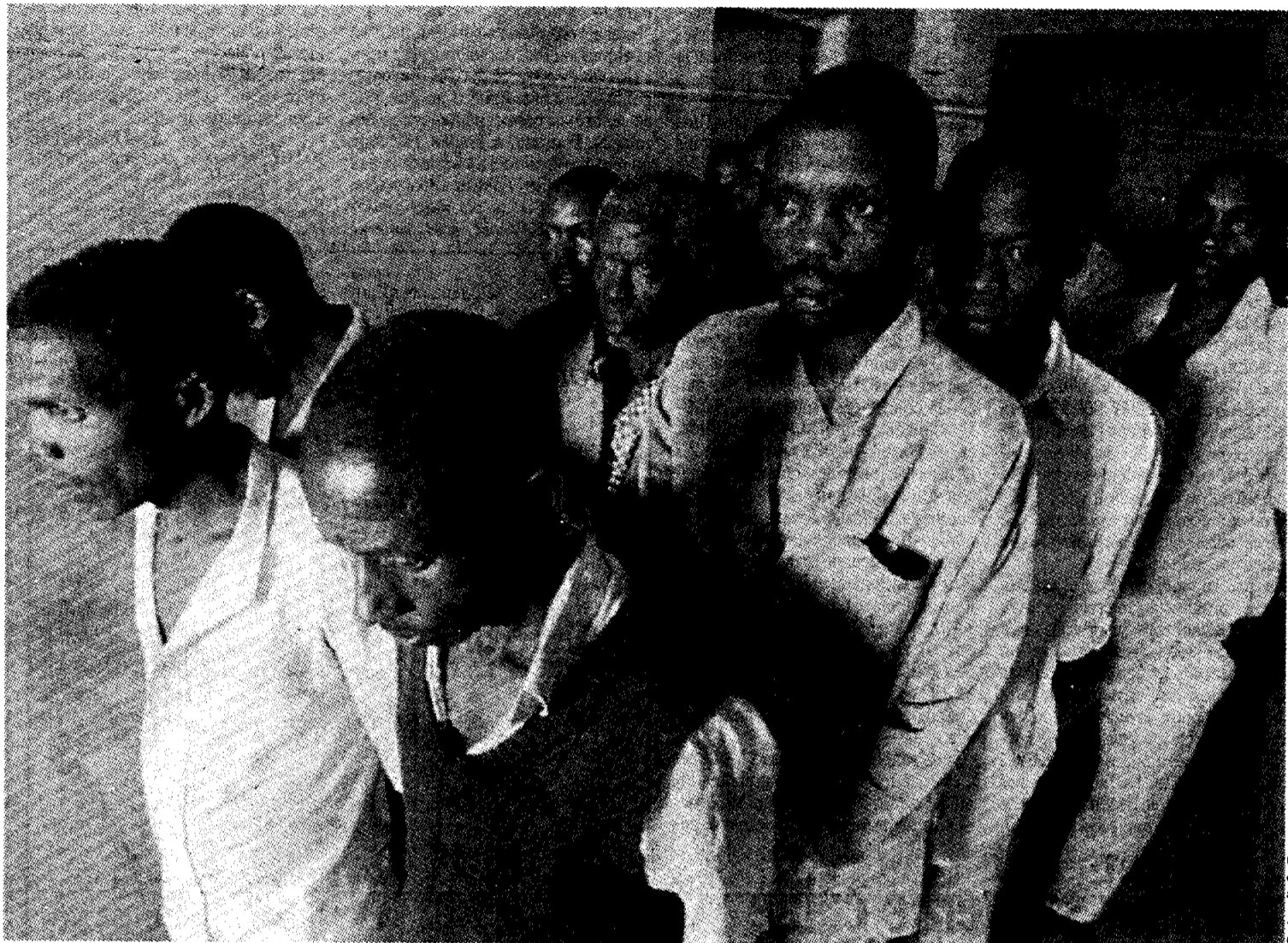


MASSACRE DE REFUGIES TUTSIS PRES D'UNE EGLISE DE KIGALI

Quelque 170 réfugiés, dont de nombreux enfants, enlevés dans une paroisse du quartier de Nyamirambo, au sud-ouest de la capitale, ont été massacrés vendredi par des milices hutues. Par ailleurs, les rebelles du Front patriotique rwandais ont lancé hier une offensive contre les forces gouvernementales à Kigali.



Kabuga, le 6 juin. Des miliciens hutus ont été faits prisonniers par des membres du Front patriotique rwandais.

Kigali, envoyé spécial

« Il était environ 15 heures, vendredi, lorsqu'ils sont arrivés avec leurs Kalachnikov », raconte le père français Henri Blanchard qui avec le père allemand Otto Mayer sont les deux seuls à avoir pu fuir l'effroyable massacre contre les 170 réfugiés qu'ils protégeaient dans leur paroisse Saint-André des pères blancs, dans le quartier de Nyamirambo, au sud-ouest de Kigali. « Leur chef Kigingi (l'un des leaders des milices hutues, ndr) m'a dit: "Tu sais le père, moi je ne fais pas de pitié." Les miliciens ont ensuite fracturé la porte de la paroisse et emmené les réfugiés par rotations à bord d'un camion. Il y avait là des braves gens avec qui on vivait cachés depuis deux mois. Parmi eux, il y avait aussi beaucoup d'enfants, des orphelins de la guerre ou du sida. On a réussi à s'enfuir, et un peu plus tard, cachés sur le bord de la route, on a aperçu le camion garé à moins de 200 mètres de

la paroisse. Ils étaient en train de décharger les cadavres de nos réfugiés et de les jeter dans une fosse commune, visiblement déjà préparée. »

« Je ne pouvais pas supporter de voir fusiller ces gens avec qui on a vécu si longtemps », a déclaré, presque gêné, le père Mayer pour expliquer sa fuite. Blessé au bras par un éclat d'obus, alors qu'il tentait de gagner la zone tenue par le FPR, le père Mayer a pu finalement être évacué sur la Tanzanie avec le prêtre français. Hier soir, personne n'avait pu encore se rendre à Nyamirambo pour voir s'il y avait des survivants. Et au siège de l'ONU, on se sentait largement impuissant. « Comment voulez-vous qu'on essaie de négocier quoi que ce soit avec des gens capables d'étriper des nourrissons à la baïonnette », disait désabusé un officier de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar).

Sur le terrain, après quelques jours d'accalmie, les soldats du Front patrio-

tique rwandais ont lancé hier à l'aube une offensive d'envergure sur les positions occupées par les Forces armées rwandaises et les miliciens hutus dans le centre de Kigali. Dès 4h30, les premiers tirs de mortier ont retenti dans la capitale, suivis une demi-heure plus tard d'une canonnade ininterrompue, qui n'a diminué d'intensité que cinq heures plus tard. A quelque 400 mètres du siège de la Minuar, dans une des six positions avancées du FPR, le lieutenant colonel Kirumura Ceasur semble satisfait. Les positions ennemies qu'il pilonne depuis le lever du jour, « d'après les informations fournies par nos services de renseignements », n'offrent aucune résistance et la contre-attaque se fait attendre.

Confortablement installé dans un fauteuil, à l'abri d'un muret, le jeune officier supérieur de 32 ans, fait ajuster le tir de son artilleur. Posté derrière ses jumelles, il vient de voir sur la colline de Gikondo le petit nuage de fumée s'élever d'une bâtisse distante de trois

kilomètres, qui abriterait une poche de résistance de la garde présidentielle rwandaise dans laquelle de nombreux miliciens hutus se seraient regroupés. Le second obus de 82 mm frappe la bâtisse de plein fouet. Au loin, les quelques ombres qui surgissent de la maison en courant sont à leur tour prises pour cibles par la batterie de DCA postée en contrebas.

Allongés sur la pelouse de la résidence qu'ils ont envahie la veille, les soldats du FPR assistent au combat comme à un spectacle. Il n'y a pas trace de la moindre inquiétude. « Nous avons déjà délogé ce matin les gouvernementaux de deux positions qu'ils occupaient dans la vallée, affirme l'officier, et les attaques que nous menons actuellement les empêchent de se réorganiser et de nous répondre. »

Hier, à l'état-major de la Minuar, la précision des tirs du FPR était sévèrement mise en cause. « Quatre obus sont tombés à dix mètres de l'hôpital

de la Croix-Rouge », affirmait hier après-midi le porte-parole de l'ONU, qui affirme avoir reçu depuis, un engagement des rebelles à ajuster leurs tirs. Selon un observateur des Nations unies, l'hôpital ne serait pas si vulnérable si les forces gouvernementales n'en avaient pas fait un bouclier en postant quelques-unes de leurs bases dans sa périphérie. Il y a trois semaines, l'hôpital avait d'ailleurs déjà essuyé un bombardement du FPR et deux membres rwandais du personnel hospitalier avaient été tués.

Cet ancien pensionnat de jeunes filles, transformé en hôpital et dans lequel travaille une équipe chirurgicale mixte de la Croix-Rouge internationale et de Médecins sans frontières, reçoit en moyenne 50 à 100 blessés par jour, de tous horizons et de toutes origines. Il y a là des militaires des Forces armées rwandaises et des miliciens hutus en transit pour le centre hospitalier gouvernemental de Gisenyi, sur la frontière zairoise, des Kigalois pris au piège de la guerre, Hutus et Tutsis confondus. « Ici, on ne demande pas l'appartenance ethnique des blessés, affirme Philippe Gaillard, le chef de la délégation du CICR au Rwanda, responsable de l'hôpital, on tente simplement d'apaiser la douleur des gens. »

Au cœur de l'hôpital, dans le petit jardin qui surplombe les deux blocs opératoires qui fonctionnent en permanence, une trentaine d'enfants sont allongés sur des civières. Amputés d'un bras ou d'une jambe pour les uns, le visage criblé d'éclats d'obus pour un autre, ils ont pour la plupart perdu toute famille. « Nous avons reçu tellement de blessés ces derniers jours que nous avons dû réquisitionner les maisons avoisinantes, affirme John Sundan, et notre stock de compresses est presque totalement épuisé. » Depuis dimanche dernier, l'aéroport de Kigali a été fermé par les Nations unies pour des raisons de sécurité – un obus des forces gouvernementales est tombé à proximité d'un appareil canadien – et tous les approvisionnements sont désormais tenus de gagner Kigali par la route en provenance d'Ouganda.

Par ailleurs, l'accès à l'hôpital est contrôlé par les Interhamwé, les miliciens hutus responsables de la majorité des massacres, et leur bonne volonté est des plus aléatoires. « Quelquefois, on a du mal à les comprendre, reconnaît une infirmière danoise. La semaine dernière, l'un d'entre eux a amené une jeune Tutsie blessée par un coup de machette asséné par un de ses comparses. Il nous a dit qu'elle était infirmière et qu'il fallait qu'on la soigne parce qu'elle pouvait nous être utile. »

Alain FRILET